

Midi Libre

dimanche 27 février 2011

Unis contre le gaz de schiste

Villeneuve-de-Berg, en sud Ardèche, était hier le centre de la contestation nationale contre la prospection du gaz de schiste, avec une forte présence gardoise.

Pour un premier rassemblement, les opposants ont réussi leur coup. Des milliers de manifestants (entre 10 000 selon la préfecture et 20 000 selon les organisateurs) ont convergé sur le site, avec des kilomètres de voitures stationnées et un flot impressionnant de personnes rejoignant l'estrade de prise de parole, l'accès routier ayant été fermé pour des raisons de sécurité.



« Je n'ai pas vu ça depuis les 100 000 du Larzac »

Michel Vienin, président du spéléo-club d'Alès. Parmi eux, de nombreux Gardois avaient fait le déplacement, les collectifs locaux contre le gaz de schiste se multipliant en Cévennes. « *Je n'ai pas vu ça depuis la manifestation des 100 000 sur le Larzac* », raconte Michel Vienin, le président du spéléo-club d'Alès et membre du conseil scientifique du Parc national des Cévennes. « *A la veille des élections ce n'est pas négligeable* », rajoute le Gardois qui multiplie les conférences dans tout le Gard sur cette question des gaz de schiste. La prochaine sera notamment à Ners, le mardi 1er mars.

Des opposants qui se méfient toujours de la pause dans la prospection proposée par la ministre de l'Ecologie. « *Ce n'est en aucun cas un moratoire* », commente Michel Vienin. « *Il n'y aura qu'un petit retard de quelques semaines. Et les dégâts en France coûteront beaucoup plus cher qu'aux Etats-Unis.* »

Atteintes aux nappes phréatiques par l'utilisation de produits chimiques pour extraire le gaz de schiste, « *massacre* » de l'environnement, nuisances des camions, les dangers sont multiples pour les opposants aux compagnies pétrolières qui ont obtenu des permis de prospection notamment de l'Ardèche jusqu'à l'Hérault, y compris sur le bassin alésien.

« *La seule solution c'est l'abrogation* », commente José Bové en parlant des permis de prospection. « *Ce rassemblement historique, à peine après trois mois de mobilisation citoyenne, va donner à réfléchir aux ministres. La population n'acceptera pas maintenant qu'elle connaît les dégâts causés au Québec ou aux Etats-Unis. Dès lundi nous demandons un rendez-vous aux ministres de l'Industrie et de l'Ecologie.* »

De nouveaux rassemblements sont prévus, le premier forage en France débutant le 15 avril en Seine-et-Marne, a annoncé José Bové. « *Si cela ne suffit pas on se retrouvera tous cet été sur le Larzac* », promet le député européen.

THIERRY DUBOURG